Distr.
GENERALE

CCPR/C/SR.1180
26 octobre 1992

Original : FRANCAIS

COMITE DES DROITS DE L'HOMME

Quarante-sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1180ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 20 octobre 1992, à 15 heures

Président : M. POCAR

SOMMAIRE

Examen des rapports présentés par les Etats parties conformément à
l'article 40 du Pacte (suite)

Sénégal

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h 15.

EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES CONFORMEMENT A
L'ARTICLE 40 DU PACTE (point 4 de l'ordre du jour) (suite)

Troisième rapport périodique du Sénégal (CCPR/C/64/Add.5; M/CCPR/92/58)

1. Le PRESIDENT invite les membres du Comité à poursuivre l'examen du troisième rapport périodique du Sénégal (CCPR/C/64/Add.5) et prie la délégation sénégalaise de répondre aux questions posées au titre de la section I de la liste des points à traiter à l'occasion de l'examen du rapport (M/CCPR/92/58).

2. M. FOFANA (Sénégal), répondant tout d'abord aux préoccupations de Mme Higgins, qui a déploré que le rapport ne contienne pas d'exemples concrets de l'application du système judiciaire sénégalais, dit qu'il espère que le dialogue instauré entre la délégation de son pays et le Comité permettra d'améliorer la qualité des rapports qui seront présentés à l'avenir. En outre, le Gouvernement sénégalais s'engage désormais à porter promptement à la connaissance du Secrétaire général de l'ONU toute situation d'état d'urgence qui serait déclarée dans le pays.

3. Pour ce qui est de la question de savoir si l'amnistie signifie la simple libération des détenus ou également la cessation de toutes poursuites ou enquêtes concernant des violations des droits de l'homme, il convient de souligner que l'amnistie au Sénégal consiste à gracier toutes les personnes condamnées pour actes délictueux ou criminels et que toutes les lois d'amnistie stipulent qu'une fois l'amnistie prononcée, il est interdit aux agents de l'Etat de revenir sur les faits qui se sont produits par le passé. Le gouvernement choisit ainsi à la fois d'accorder la grâce générale et de faire cesser toute enquête liée aux délits commis. Il risquerait en effet de perdre de sa crédibilité s'il reprenait des poursuites après avoir accordé l'amnistie, alors qu'il déclare vouloir maintenir la paix sociale dans le pays.

4. En réponse à la question posée par M. Müllerson concernant les sanctions prises contre les officiers de police judiciaire qui ont enfreint les règles de procédure, M. Fofana renvoie tout d'abord au paragraphe 23 du rapport et ajoute que toutes les personnes dont la fonction consiste à restreindre l'exercice des libertés individuelles sont placées sous une surveillance stricte et qu'en conséquence tout officier de police judiciaire qui place une personne en garde à vue est soumis à des règles très rigoureuses de contrôle et de surveillance de la part du parquet, de la famille du mis en cause et de l'avocat. Si l'officier de police judiciaire viole les règles de procédure qui lui imposent notamment l'obligation d'informer immédiatement la personne arrêtée du motif de son arrestation et d'en informer également le Procureur de la République, la procédure est annulée. Pendant la période d'exception, non seulement certaines procédures ont été annulées, entraînant la mise en liberté immédiate de la personne arrêtée, mais également les officiers de police judiciaire responsables d'infractions à la règle ont été traduits devant une chambre d'accusation et deux d'entre eux ont été ainsi démis de leurs fonctions pour faute grave. S'il est prouvé qu'il y a eu des violences ou des tortures, la chambre d'accusation peut aussi engager des poursuites pénales contre les officiers de police judiciaire responsables, qui peuvent

être jugés pour coups et blessures volontaires ou pour homicide. C'est ainsi qu'en 1982, sept policiers du commissariat central de Dakar ont été condamnés pour mauvais traitements infligés à un détenu en garde à vue, qui a succombé par la suite à ses blessures, et qu'ils ont été démis de leurs fonctions.

5. A propos de l'état d'urgence et de l'état de siège, M. Fofana signale une erreur typographique à la deuxième ligne du paragraphe 27 du rapport : il s'agit de l'article 58 et non pas l'article 53 de la Constitution. Pour ce qui est de l'article 47 de la Constitution, que certains ont considéré comme non conforme à l'article 4 du Pacte, il convient de préciser que, lorsqu'il décide de déclarer l'état d'exception, le Président de la République s'entoure de toutes les garanties voulues pour que les droits de l'homme soient sauvegardés. Ainsi, avant l'adoption de toute décision de ce type, l'Assemblée nationale est convoquée en session extraordinaire si elle ne siège pas déjà et toutes les mesures prises pendant cette période peuvent être renvoyées devant les tribunaux administratifs qui peuvent les annuler. En outre, le Président dispose d'un délai de 15 jours pour soumettre ces mesures à l'Assemblée nationale, qui doit les ratifier et qui peut en modifier le contenu.

6. Au sujet de la réquisition de personnes et de biens en situation d'état d'exception, M. Fofana précise que la loi 69-30 du 29 avril 1969 a pour but d'assurer la continuité des services publics, par exemple les soins de santé et l'approvisionnement en électricité et en eau, de façon à maintenir en place les services indispensables à la sécurité publique. Les agents qui occupent des postes essentiels sont tenus d'assumer leurs fonctions, le refus étant une infraction sanctionnée par la loi. De même, des biens essentiels, par exemple des véhicules pouvant servir au transport de troupes ou au maintien de l'ordre, peuvent être réquisitionnés si l'Etat n'en possède pas en nombre suffisant.

7. M. Müllerson a évoqué la question des minorités ethniques, religieuses et linguistiques. Certes, ces minorités existent au Sénégal, mais l'interaction et la tolérance sont telles qu'aucun problème ne se pose. Toutes les réalités sociales des minorités ethniques et linguistiques qui vivent sur l'ensemble du territoire national sont prises en considération dans la législation. De même, sur le plan religieux, les Sénégalais sont à 90 % musulmans et les catholiques et les chrétiens sont une minorité, ce qui n'a pas empêché de recevoir le pape Jean-Paul II au Sénégal avec tous les honneurs dus à un chef religieux. Il existe une parfaite harmonie entre les divers groupes religieux et aucune discrimination au sens du Pacte n'existe dans la pratique. Des mesures préventives sont d'ailleurs prises dès l'école, où on apprend aux enfants à être tolérants et à éviter le rejet d'autrui. La société civile contribue également, par exemple au moyen des émissions de radio et des divers offices religieux, à encourager la tolérance, la fraternité et la compréhension entre les peuples.

8. En réponse à une question de M. Sadi concernant la discrimination fondée sur le sexe, M. Fofana tient à souligner que les femmes occupent une place extrêmement importante dans le système juridique sénégalais. Par exemple, sur les 16 ministres du gouvernement, trois sont des femmes, presque un quart des membres de l'Assemblée nationale sont des femmes, le premier président de la cour d'appel est une femme et le secrétaire général du Conseil d'Etat est également une femme. Il n'existe par conséquent aucun problème de

discrimination dans le secteur public. Dans le secteur privé également, les femmes chefs d'entreprise sont très nombreuses et un grand nombre de sociétés de gestion de petites et moyennes entreprises dans tous les secteurs sont dirigées par des femmes.

9. Pour ce qui est du droit à des élections démocratiques périodiques, aucun problème ne se pose au Sénégal. Les élections sont organisées périodiquement, la prochaine élection présidentielle devant avoir lieu le 21 février 1992 et les élections législatives étant prévues pour le mois de mai 1992. Le code électoral a été modifié de façon à ce que les élections soient fiables et leurs résultats incontestables. L'élection du Président de la République, qui ne peut désormais n'exercer que deux mandats, est supervisée par les magistrats de la cour d'appel et le Conseil constitutionnel, dont le Président est un ancien juge de la Cour internationale de Justice. Toutes les garanties sont ainsi mises en place pour assurer le bon déroulement d'élections démocratiques.

10. Répondant à la question de Mme Chanet concernant le médiateur de la République, M. Fofana indique qu'il s'agit d'une institution créée au Sénégal en 1991 et que le médiateur a près de 20 personnes à son service. Le médiateur peut être saisi directement par les citoyens de toute question qui peut opposer un individu à l'administration, mais il n'intervient pas lorsque la justice est déjà saisie. Il enregistre la demande du citoyen et constitue un dossier qui est examiné en coopération avec des représentants de tous les départements ministériels. Ainsi, en un an, il a été saisi de plus de 3 000 requêtes de la part de citoyens et il a pu régler 400 cas à la satisfaction des requérants.

11. Mme Chanet s'est également interrogée sur l'état d'urgence qui aurait été déclaré en septembre 1992. En réalité, il ne s'agit pas d'un état d'urgence, mais de mesures prises à la suite d'un incident survenu entre l'armée sénégalaise et des partisans du mouvement démocratique de Casamance, qui n'a duré que quelques heures. Par ailleurs, la Commission consultative de contrôle de l'état d'urgence, créée en vertu de la loi 69-29 du 29 avril 1969, est présidée par un magistrat et comprend des représentants des services de sécurité. Son rôle est de veiller à ce qu'aucune mesure contraignante ne soit appliquée en violation des droits de l'homme et, si elle constate un abus quelconque, elle saisit les autorités administratives. Au Sénégal, l'état d'urgence signifie uniquement qu'il est interdit de circuler pendant une certaine période de la nuit et il prend fin le plus rapidement possible.

12. Pour ce qui est des questions soulevées par l'article 47 de la Constitution, le Sénégal n'a effectivement pas fait de réserve au moment de la ratification du Pacte, mais il en conserve la possibilité.

13. A propos des articles 152 à 154 de la Constitution, M. Fofana précise qu'il existe au Sénégal trois régimes matrimoniaux : celui de la séparation des biens, celui de la communauté des biens et le régime dotal. Pour des raisons sociologiques et culturelles, ainsi que dans l'intérêt de la modernité, le régime de la séparation des biens est désormais le régime de droit commun. Le Sénégal ne cesse d'évoluer vers le modernisme et si la polygamie n'a pas été abolie, la tendance est désormais de plus en plus à la monogamie, essentiellement pour des raisons économiques. En outre, le mari est toujours le chef de famille, mais cette fonction est soumise au contrôle

de la justice et doit être exercée dans l'intérêt du ménage, auquel la femme contribue largement. Ainsi, la cogestion dans le ménage est une réalité différente par rapport à la réalité européenne, mais, de plus en plus, le droit moderne et le droit traditionnel se confondent.

14. Répondant à la question de M. Wennergren concernant les fonctions du médiateur de la République, M. Fofana rappelle que les citoyens peuvent directement porter plainte auprès du médiateur et qu'en règle générale ce dernier trouve une solution satisfaisante pour le requérant.

15. A propos du rôle du Conseil constitutionnel, il convient de rappeler qu'au lendemain de son accession à l'indépendance, le Sénégal était confronté à des problèmes dus à la coexistence d'un droit moderne et d'un droit traditionnel, et à la pluralité des juridictions. Il a donc fallu unifier le droit, ce qui a été fait au profit du droit moderne sous la forme du code de la famille et du code des obligations civiles et commerciales. De même, les juridictions ont été unifiées. Le système ainsi mis en place a fonctionné pendant 32 ans, puis il est apparu indispensable, en 1992, de créer des institutions judiciaires spécialisées. C'est ainsi qu'a été créé le Conseil constitutionnel qui est chargé de vérifier la constitutionnalité des lois et des règlements, de superviser l'élection du Président de la République et de régler les conflits de compétence entre les instances judiciaires. Le Conseil d'Etat a été ensuite créé pour traiter de toutes les questions administratives et examiner les recours en cassation des décisions rendues par la cour d'appel ou les tribunaux régionaux en dernier ressort. Le Conseil supérieur de la magistrature a également été réorganisé en 1992 : la commission d'avancement des magistrats du parquet a été dissoute et réintégrée dans le Conseil supérieur de la magistrature, qui gère les carrières des magistrats du siège et du parquet. En outre, à partir du 28 octobre 1992, les magistrats seront élus par leurs pairs, qui siégeront au nouveau Conseil supérieur de la magistrature. En cas de contentieux, l'administration est jugée comme un particulier par les tribunaux et il y a désormais possibilité de recours devant le Conseil d'Etat pour abus de pouvoir de la part de l'administration.

16. Répondant ensuite aux questions de M. Prado Vallejo, M. Fofana dit que la législation sénégalaise ne connaît pas le principe de l'habeas corpus. Il rappelle à ce propos qu'il existe une commission de contrôle des mesures prises au titre de l'état d'urgence, laquelle peut être saisie par toute personne soumise à une mesure de restriction à la liberté de mouvement, par exemple (CCPR/C/64/CAT.5, par. 28).

17. La question touchant à la paralysie des enquêtes et aux lois d'amnistie a déjà reçu une réponse. En ce qui concerne la peine de mort et son application aux mineurs, les inquiétudes de M. Prado Vallejo ont été prises en compte puisque le Sénégal est en train d'élaborer un nouveau code pénal dans lequel on envisage de supprimer la peine capitale pour les femmes et les mineurs. Il convient de rappeler que le Sénégal a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant.

18. M. Fofana prend note du vœu, exprimé par M. Ando, que le rapport fasse une plus grande place à la jurisprudence. Quant aux informations sur l'égalité entre époux, elles se trouvent dans le rapport présenté par le Sénégal en mai 1992 en application de la Convention sur l'élimination de toutes les

formes de discrimination à l'égard des femmes. Les partis politiques doivent, pour se former, prendre un certain nombre d'engagements qui sont énoncés à l'article 3 de la Constitution, et respecter les dispositions de la loi relative aux partis politiques (CCPR/C/64/Add.5, par. 81).

19. La question des minorités se pose tout particulièrement dans le cas de la Casamance. On a demandé comment le Gouvernement sénégalais entendait aborder ce problème : il a opté pour la voie du dialogue afin de faire primer le droit sur la force. Mais il est écartelé entre son attachement aux droits de l'homme et son obligation de défendre l'intégrité territoriale de l'Etat. Les lois d'amnistie de 1988 et de 1991 ont précisément été promulguées pour renouer le dialogue et favoriser la paix. La dernière loi d'amnistie a été précédée de négociations et d'un accord signé en Guinée-Bissau par l'Etat de Guinée-Bissau, l'Etat sénégalais et le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). Un Comité national de gestion de la paix a été mis en place pour maintenir la paix. L'amnistie devait notamment permettre au MFDC de retirer ses troupes, mais la présence de ces troupes avait entraîné l'installation d'une nouvelle administration, qui se superposait à l'administration nationale, levait des impôts et réglait la circulation des biens et des personnes. Face à cette situation, la population s'est mise à douter de la capacité du gouvernement d'assurer la sécurité et elle a constitué des milices d'autodéfense pour résister aux exactions des troupes du MFDC. C'est pour éviter des affrontements entre les milices et les forces du MFDC, qui menaient la région au bord de la guerre civile, que le gouvernement a ramené ses troupes en Casamance. C'est alors que se sont produits les graves événements de septembre 1992. Mais le dialogue a repris depuis; le Comité de gestion de la paix continue son travail et une commission régionale surveille l'application de l'accord. Le Gouvernement sénégalais cherche une solution juridique au problème de la Casamance et espère que la communauté internationale l'aidera à en trouver une.

20. M. Fofana indique, enfin, qu'un Sénégalais perd la nationalité sénégalaise s'il s'en rend indigne ou prend une autre nationalité. La procédure de déchéance est engagée par le Ministère de la justice et sanctionnée par un décret.

21. Le PRESIDENT dit que l'examen des points à traiter au titre de la section I de la liste est terminé et invite la délégation sénégalaise à répondre aux questions figurant sous la section II de la liste, qui se lit comme suit :

"II. Droit à la vie, traitement des prisonniers et autres détenus; liberté et sécurité de la personne (art. 6, 7, 9 et 10)

a) Etant donné que la peine de mort n'a été exécutée que deux fois au cours des 30 dernières années, le Sénégal envisage-t-il de l'abolir ?

b) Compte tenu des dispositions du paragraphe 5 de l'article 6 du Pacte, veuillez préciser jusqu'à quel âge une personne est considérée comme mineure au sens de l'article 52 du Code pénal.

c) A-t-on fait une enquête sur les accusations concernant des exécutions extrajudiciaires formulées par des organisations humanitaires et, dans l'affirmative, quels en ont été les résultats ? (Voir par. 32 du rapport.)

d) Compte tenu des renseignements donnés aux paragraphes 24 à 26 du rapport sur les règles et règlements régissant l'usage d'armes à feu par les membres de la police et des forces armées, veuillez préciser quelles seraient les procédures suivies en cas de violation desdits règlements.

e) Depuis la présentation du rapport, y a-t-il eu du nouveau en matière d'enquête sur des cas de torture ou de mauvais traitements de personnes privées de liberté ? Veuillez donner des précisions sur les mesures prises pour punir les coupables, empêcher que de tels actes ne se reproduisent et diffuser des informations sur les droits reconnus dans le Pacte parmi les responsables de l'application des lois. (Voir par. 38 et 39 du rapport.)

f) Veuillez préciser si un avocat peut communiquer sans restriction avec son client immédiatement après l'arrestation de celui-ci."

22. M. FOFANA (Sénégal) répond à la question a) en disant que l'abolition de la peine de mort nécessite une préparation psychologique de la population car, dans les circonstances actuelles, la peine capitale constitue en quelque sorte un élément rassurant et dissuasif. Le gouvernement n'est pas opposé à l'abolition, puisqu'il doit présenter un projet de loi à cet effet, mais il ne le présentera qu'une fois toutes les conditions réunies pour que le projet ne soit pas rejeté.

23. Répondant ensuite à la question b), M. Fofana reconnaît qu'une certaine confusion règne dans la législation en ce qui concerne l'âge de la majorité pénale, qui est fixé tantôt à 13 ans, tantôt à 18 ans. Le nouveau Code, qui est en préparation, va régler cette question en fixant à 18 ans l'âge de la majorité pénale, ce qui rejoint les dispositions du Pacte.

24. La question c) a déjà fait l'objet d'une réponse détaillée à propos de la loi d'amnistie : cette loi met fin aux enquêtes concernant les exécutions extrajudiciaires.

25. En réponse à la question d) sur l'usage d'armes à feu par les membres de la force publique, M. Fofana dit que l'usage d'armes à feu, en dehors du régime d'exception et en violation des règlements indiqués aux paragraphes 24 et 25 du rapport, entraîne des sanctions disciplinaires ainsi que des poursuites pénales.

26. Pour ce qui est des enquêtes sur les cas de torture ou de mauvais traitements visées à la question e), la délégation sénégalaise précise que dans les cas liés aux événements de Casamance, les enquêtes avaient été ouvertes, mais qu'elles ont été interrompues, lorsque la loi d'amnistie a été promulguée. En revanche, les autres cas de torture ont fait l'objet d'enquêtes et les auteurs ont été poursuivis, comme cela est indiqué au paragraphe 38 du rapport où des cas précis sont cités.

27. Enfin, en réponse à la question f) qui concerne la possibilité pour un avocat de communiquer avec son client dans les locaux de la police, M. Fofana précise que lorsque le Sénégal a envisagé de modifier son Code pénal en 1985, on a tout d'abord pensé à admettre l'avocat auprès de son client au cours de l'enquête préliminaire menée par la police, mais cette option n'a pas été retenue car on a considéré qu'un officier de police judiciaire, qui travaille dans des conditions particulières, supporterait mal la présence d'un avocat en train de surveiller la procédure. En revanche, si la famille a connaissance d'événements troublants qui se seraient produits dans les locaux de la police, elle peut demander au parquet de prendre les mesures qui s'imposent.

28. Le PRESIDENT invite les membres du Comité à poser leurs questions oralement.

29. Pour M. MAVROMMATIS, l'exemple du Sénégal prouve que les pays en développement peuvent effectivement respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Mais le fait qu'il serve d'exemple aux autres pays du tiers monde impose au Gouvernement sénégalais certaines obligations, et notamment celle d'enquêter sur les allégations de tortures et d'exécutions extrajudiciaires dirigées contre lui, surtout lorsqu'elles émanent d'organisations humanitaires respectées pour leur impartialité. La loi d'amnistie ne saurait l'en dispenser. Le gouvernement doit procéder à ces enquêtes afin d'éviter que ces actes ne se répètent et afin d'indemniser les victimes. M. Mavrommatis espère que le Gouvernement sénégalais reconsidérera sa position sur cette question.

30. M. Mavrommatis voudrait savoir si la peine de mort, prévue par le Code pénal pour les crimes de sang, est également prévue par le Code de justice militaire et s'il existe des règles applicables en régime d'état d'urgence qui sont susceptibles d'entraîner l'application de la peine de mort. Enfin, si les autorités sénégalaises n'autorisent pas la présence d'un avocat auprès de son client dans les locaux de la police, l'avocat peut communiquer avec son client ailleurs.

31. M. SERRANO CALDERA partage les préoccupations de M. Mavrommatis notamment quant aux enquêtes à mener sur les cas de torture et d'exécutions extrajudiciaires. Le rapport (CCPR/C/64/Add.5, par. 38) indique que certains cas ont fait l'objet d'enquêtes et de poursuites judiciaires à la suite desquelles des sanctions ont été prises. Mais les informations émanant d'organisations non gouvernementales font état de cas de violations des droits de l'homme beaucoup plus nombreux que ceux mentionnés dans le rapport. L'adoption de la loi d'amnistie traduit manifestement une volonté de tourner une page de l'histoire du Sénégal, mais elle ne saurait entraîner l'arrêt des procédures d'enquête. Il est dans l'intérêt aussi bien de l'Etat que de la société civile de déterminer dans quelles circonstances des violations des droits de l'homme ont été commises, afin de punir les coupables et de prévenir de nouvelles violations. M. Serrano Caldera est conscient que certaines des situations qui ont été évoquées par la délégation sénégalaise traduisent une réalité propre au Sénégal, mais il est néanmoins convaincu qu'elles doivent être réglées dans le cadre d'un dialogue.

32. M. Serrano Caldera est préoccupé notamment par le fait qu'un suspect puisse être maintenu en garde à vue pendant huit jours, quasiment au secret, et par l'absence d'habeas corpus. Certes, il n'existe pas de modèle universel en matière de procédure et chaque société doit tenir compte de ses traditions et de sa culture, mais le système juridique sénégalais ne semble pas offrir des garanties suffisantes en matière de protection des droits de l'homme. Il semble que le Code de procédure pénale prévoit un certain nombre de garanties, notamment le droit des détenus d'être examinés par un médecin, etc., mais la protection des droits de l'homme demeure néanmoins insuffisante. M. Serrano Caldera aimerait savoir quels mécanismes permettent de prévenir la violation des droits de l'homme et de la réprimer.

33. M. AGUILAR URBINA souhaite poser deux questions. Premièrement, en ce qui concerne les enquêtes sur les violations des droits de l'homme, il faut bien admettre que la réalité ne correspond pas à ce que l'on pourrait attendre d'un pays comme le Sénégal, qui a toujours été une référence en matière de droits de l'homme pour les pays du tiers monde. Les cas de torture et d'exécutions extrajudiciaires ne sont pas dénoncés uniquement par des organisations non gouvernementales, mais figurent expressément dans un récent rapport soumis à la Commission des droits de l'homme par le Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de la torture (E/CN.4/1992/17), qui précise même l'identité de plusieurs victimes. M. Aguilar Urbina insiste sur la nécessité d'ouvrir des enquêtes sur tous les cas signalés.

34. Deuxièmement, en ce qui concerne la loi d'amnistie, il semble que son application diffère quelque peu de celle des lois d'amnistie qui ont été promulguées sur le continent latino-américain. Au Sénégal, la loi d'amnistie ressemble apparemment davantage à une loi d'"immunité" que l'on appelle d'ailleurs loi d'"impunité" en Amérique latine. Les lois d'impunité sont des mesures adoptées par les régimes d'extrême droite, qui visent notamment à empêcher d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et d'établir la vérité. Le régime sénégalais n'est pas une dictature, et les autorités de ce pays devraient se garder de répéter les erreurs de Pinochet ou des généraux uruguayens, par exemple.

35. Mme HIGGINS s'associe aux préoccupations exprimées par les autres membres du Comité et souhaite simplement y ajouter quelques considérations légèrement différentes. M. Fofana a demandé au Comité de comprendre qu'un Etat est parfois contraint de recourir à la force lorsqu'il est confronté à un mouvement séparatiste violent - qui n'est d'ailleurs pas forcément représentatif de la communauté dont il se réclame. Il a également exprimé l'espoir que la communauté internationale aiderait les autorités sénégalaises à trouver une solution à ce problème, ajoutant que le gouvernement, contraint de choisir entre la force et le droit, avait opté pour la deuxième solution. Mme Higgins convient que, face à un groupe qui exprime sa volonté par des moyens violents, l'Etat peut recourir à la force. Mais la question essentielle est, à son avis, de veiller à ce que la force, quand elle est nécessaire, ne sorte pas du cadre strict de ce qui est autorisé par la loi. En ce sens, ce qui s'est passé au Sénégal apparaît comme un cercle vicieux : des actions armées de séparatistes ont provoqué une répression exagérée de la part des autorités, qui a elle-même entraîné des meurtres de civils, des tortures et des exécutions extrajudiciaires, à la suite de quoi une amnistie a été décrétée pour les deux parties. Mme Higgins ne pense pas que la solution

adoptée par le Gouvernement sénégalais soit la bonne : elle ne peut que déboucher sur une impasse et nuire à l'image du Sénégal dans le monde. Il convient de trouver sans retard une autre solution.

36. Par ailleurs, la loi d'amnistie ne saurait être interprétée comme une mesure entraînant l'arrêt des enquêtes contre des agents de l'Etat soupçonnés d'avoir commis des violations de droits de l'homme. En aucun cas cette loi ne devrait être considérée comme une loi d'impunité. Cette question rappelle d'ailleurs le débat qui se déroule actuellement en Afrique du Sud, où le gouvernement propose une amnistie pour les membres de l'African National Council, en échange de l'impunité des agents de l'Etat et de l'arrêt des poursuites pour les actes totalement inacceptables qu'ils ont commis.

37. En ce qui concerne l'article 9 du Pacte, Mme Higgins déplore que la législation sénégalaise ne prévoit pas l'habeas corpus. Enfin, le fait qu'une personne puisse être détenue au secret pendant huit jours sans possibilité de communiquer avec un avocat dans une phase décisive de la procédure ouvre la voie à des abus.

38. Par ailleurs, Mme Higgins se félicite des indications figurant au paragraphe 42 du rapport (CCPR/C/64/Add.5), selon lesquelles le législateur sénégalais est très soucieux du droit de tout accusé d'être jugé dans un délai raisonnable. Ce droit n'a cependant pas toujours été respecté, notamment dans le cas des séparatistes de la province de Casamance, dont certains sont détenus depuis deux ans sans avoir été encore entendus par un magistrat. En outre, dans le passé, des personnes ont été placées en détention provisoire, puis relâchées sans jugement mais au terme d'un délai que le Comité considère trop long. Mme Higgins serait heureuse d'entendre les commentaires de la délégation sénégalaise sur tous ces points.

39. M. HERNDL aimerait des éclaircissements concernant le droit à la vie au Sénégal. A son avis, le fait que la peine capitale n'ait été exécutée que deux fois depuis trente ans dans ce pays ne permet pas d'écarter, contrairement à ce qui est dit au paragraphe 32 du rapport (CCPR/C/64/Add.5), les accusations des organisations humanitaires selon lesquelles des exécutions extrajudiciaires auraient lieu au Sénégal. M. Herndl constate que l'on confond ici deux choses : l'application de la peine capitale et les exécutions extrajudiciaires. Si la peine de mort, bien que figurant dans la législation sénégalaise, n'est guère appliquée, un grand nombre d'exécutions extrajudiciaires ont eu lieu depuis deux ans dans le pays, notamment dans la province de Casamance. Quelles mesures les autorités ont-elles prises pour empêcher ce type d'exécutions ?

40. M. Herndl note avec plaisir que le rapport consacre plusieurs paragraphes aux conditions dans lesquelles les représentants des forces de l'ordre peuvent faire usage de leurs armes. Il note également que des poursuites ont été engagées contre certains membres des forces de gendarmerie qui ont commis des violations des droits de l'homme. Mais, ces cas restent très isolés, et M. Herndl aimerait savoir quelles mesures ont été prises dans tous les autres cas de décès imputables aux agents de l'Etat.

41. M. EL SHAFEI s'associe aux questions posées par M. Mavrommatis. Il insiste sur l'importance des articles 6, 7, 9 et 10 du Pacte, qui garantissent la sécurité et le respect de la dignité de l'individu. Les Etats parties doivent tout particulièrement veiller au respect des droits fondamentaux énoncés dans ces articles. M. El Shafei fait remarquer par ailleurs que le Sénégal n'est pas le seul pays à être confronté au dilemme évoqué par M. Fofana. Bien d'autres pays le sont aussi, et notamment le sien, l'Egypte. A cet égard, l'orientation préconisée par Mme Higgins lui paraît tout à fait pertinente. Il importe en effet que, face à des situations de violence, les Etats agissent en stricte conformité avec leur droit interne, tout en respectant les engagements qu'ils ont pris en adhérant à des instruments internationaux. Diverses sources font état d'informations alarmantes quant à l'absence de volonté du Gouvernement sénégalais d'ordonner des enquêtes sur des cas de torture et d'exécutions extrajudiciaires, sous prétexte que ces cas n'auraient pas fait l'objet de plaintes formelles. De l'avis de M. El Shafei, cet argument ne saurait justifier l'absence d'enquêtes sur les allégations de violations des droits de l'homme. On signale par ailleurs que des personnes qui avaient été interpellées par l'armée seraient décédées, notamment dans la région de la Casamance. Ces informations sont très inquiétantes et, si elles s'avèrent exactes, les coupables doivent être punis. Si les agissements qui ont été dénoncés ont effectivement eu lieu, les autorités doivent remédier sans retard à cette situation afin que le Sénégal redevienne l'exemple qu'il a été pour bon nombre de pays dans le domaine des droits de l'homme.

42. Mme CHANET fait observer tout d'abord qu'on ne saurait assimiler la procédure d'amnistie au Sénégal à celle qui existe dans divers pays de l'Amérique latine. Cela étant dit, elle aimerait savoir si, dans le cas d'une amnistie, les victimes peuvent se pourvoir devant une juridiction civile pour demander réparation.

43. En ce qui concerne les indications fournies au paragraphe 65 du rapport, Mme Chanet voudrait savoir si les articles 365 et 459 du Code de procédure pénale sont appliqués, et combien de personnes ont été indemnisées à ce jour pour détention arbitraire ou illégale.

44. M. LALLAH ne peut souscrire à l'argument invoqué par M. Fofana dans sa réponse à la question concernant la possibilité pour un avocat de communiquer avec son client immédiatement après l'arrestation de celui-ci. Cette question revêt, à son avis, une grande importance, car elle fait référence aux articles 9 et 14 du Pacte, qui sont étroitement liés. Les raisons invoquées par la délégation sénégalaise pour justifier le refus d'accorder ce droit aux personnes arrêtées ne lui semblent guère convaincantes à plusieurs titres. Tout d'abord, le moment où la personne interpellée se trouve entre les mains de la police est une phase cruciale de la procédure, et il est extrêmement important que l'intéressé puisse être assisté par un conseil. Le droit à la défense ne commence pas au stade du procès mais bien avant, dès le moment de l'arrestation. Ensuite, en permettant à un suspect de communiquer avec un avocat dès son arrestation, on garantit le droit à la présomption d'innocence prévu au paragraphe 2 de l'article 14 du Pacte ainsi que le droit prévu au paragraphe 3 g) du même article. Enfin, pour exercer les droits énoncés à l'article 9 du Pacte - notamment le droit de contester la légalité de l'arrestation ou de la détention, ainsi que le droit à réparation en cas d'arrestation ou de détention illégale - il est essentiel que la personne arrêtée puisse communiquer avec un avocat dès son arrestation.

45. M. SADI aimerait savoir quels sont les textes régissant la procédure d'amnistie, si cette mesure est assortie de restrictions et combien de personnes en ont bénéficié à ce jour au Sénégal. Il voudrait savoir par ailleurs quelle est la procédure permettant d'enquêter dans les cas de torture et d'exécutions sommaires. Il a été dit que l'ouverture d'une enquête était soumise au dépôt d'une plainte. Est-ce une condition stricte, ou une enquête peut-elle être ouverte dès que des violations des droits de l'homme comme celles qui ont été évoquées sont signalées aux autorités ?

46. Par ailleurs, l'entretien d'un détenu avec son avocat se déroule-t-il en tête à tête ou en présence de tiers, par exemple sous la surveillance d'un officier de la police judiciaire ?

47. Enfin, M. Sadi aimerait connaître la position du Gouvernement sénégalais sur la question de l'interruption de grossesse.

48. M. FOFANA (Sénégal), répondant aux questions posées par M. Mavrommatis, indique que la peine de mort est une peine de droit commun prévue à l'article 6 du Code pénal. Par ailleurs, il n'existe aucune relation entre l'état d'urgence et la peine de mort. L'état d'urgence est décidé par un décret du Président de la République lorsque les circonstances l'exigent, alors que la peine de mort ne peut en aucun cas être décidée par le biais d'un acte réglementaire.

49. La délégation sénégalaise est d'accord avec les membres du Comité qui ont soulevé la question des enquêtes en cas d'exécution extrajudiciaire, de torture ou de mauvais traitement. Il convient de souligner que les lois d'amnistie ne visent pas à assurer l'impunité ou à absoudre des agents de l'Etat, par exemple, mais à ramener la paix sociale. A propos des questions soulevées par des ONG au sujet de certains événements, il convient de souligner que la collaboration du Sénégal avec les ONG s'effectue dans d'excellentes conditions. Lorsque des ONG signalent des abus, des enquêtes sont ouvertes conformément au Pacte. La délégation sénégalaise demandera donc au Gouvernement sénégalais d'ouvrir des enquêtes en attirant son attention sur la primauté des engagements internationaux sur la loi nationale d'amnistie.

50. M. SERRANO CALDERA s'est inquiété de l'absence d'habeas corpus et de la durée de la garde à vue qui peut, dans certains cas, atteindre huit jours. Le Sénégal a opté pour un système de procédure pénale autre que l'habeas corpus. En 1985, le Sénégal a modifié le Code de procédure pénale et adopté de nouvelles dispositions. Certaines d'entre elles doivent être portées à la connaissance du Comité, qui verra ainsi combien le gouvernement se préoccupe de la question de la garde à vue. L'article 55 du Code de procédure pénale précise que si, pour les nécessités de l'enquête, l'officier de police judiciaire est amené à garder à sa disposition une ou plusieurs personnes, il ne peut les retenir plus de 24 heures. S'il existe contre une personne des indices graves et concordants de nature à motiver son inculpation, il doit la conduire devant le Procureur de la République ou son délégué et ne peut la garder à sa disposition plus de 48 heures. En cas de difficultés matérielles relatives au transfèrement, le Procureur de la République doit être immédiatement averti pour fixer les conditions et délais de transfèrement.

Dans les deux cas, l'officier de police judiciaire doit immédiatement avertir le Procureur de la République de la mesure dont il a l'initiative et faire connaître à la personne retenue les motifs de sa garde à vue. Les personnes de 13 à 18 ans placées en garde à vue sont retenues dans un local spécial où elles sont isolées des détenus majeurs. Dans tous les lieux où la garde à vue s'applique, les officiers de police judiciaire sont astreints à la tenue d'un registre coté et paraphé par le parquet, qui est présenté à toute réquisition des magistrats chargés de contrôler l'application de cette mesure. La garde à vue se déroule donc sous le contrôle effectif du Procureur de la République. Le procès-verbal de garde à vue mentionne le nom de la personne retenue, la date et l'heure à laquelle la garde à vue a commencé, ses motifs, les heures d'interrogatoire et les heures de repos ainsi que la date et l'heure à laquelle la personne a été soit libérée soit conduite devant le magistrat compétent. Cette mention doit être émargée par la personne intéressée. En cas de refus, il en est fait mention dans le procès-verbal sous peine de nullité. Il indique aussi s'il y a prolongation de la garde à vue, que la personne retenue a été informée des motifs de cette prolongation et a pris connaissance des dispositions de l'article 56 du Code de procédure pénale qui prévoit qu'elle a le droit de se faire examiner par un médecin. Faute de cette mention, le procès-verbal peut être frappé de nullité. Le procès-verbal est révisé sur le champ et signé par l'officier de police judiciaire sur chaque feuillet.

51. Lorsqu'il est constaté que des abus ont été commis par des officiers de police judiciaire dans le cadre de la garde à vue, le Procureur de la République ou son délégué en informe le Procureur général qui saisit la chambre d'accusation. Celle-ci peut (art. 213, 216 et 217 du Code pénal) soit retirer temporairement ou définitivement la qualité d'officier de police au coupable, soit renvoyer le dossier au Procureur général pour engager des poursuites s'il y a eu infraction au Code pénal. Toutes les dispositions semblent donc avoir été prises par le législateur, même en l'absence d'habeas corpus, pour sauvegarder les droits fondamentaux de l'individu en garde à vue, et ce malgré l'absence d'avocat. On a estimé à ce sujet qu'à la différence du magistrat, l'officier de police judiciaire supporterait difficilement la présence de l'avocat compte tenu des délais auxquels il est astreint. On a également pensé que la présence de l'avocat pourrait perturber le déroulement de l'enquête et créer des incidents préjudiciables à la bonne procédure attendue par le parquet. Dans un monde interdépendant où tout évolue, cette présence de l'avocat tant souhaitée par le Comité sera peut-être un jour possible dès le moment de l'arrestation.

52. Répondant à M. Aguilar Urbina qui a évoqué la question des enquêtes et le rapport du Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de la torture, M. Fofana indique qu'il n'a pas encore reçu ce rapport, mais, qu'à son retour au Sénégal, il appellera l'attention du Gouvernement sénégalais sur ce document et lui demandera éventuellement de faire les vérifications nécessaires. Au sujet de l'amnistie, il répète qu'elle ne correspond pas à une immunité ou à une impunité mais à un pardon. Il existe en fait trois possibilités pour mettre fin à une détention. La première est la grâce présidentielle, qui met fin à la détention mais n'efface pas la peine. La deuxième est le pardon : il peut arriver, à l'occasion d'un événement national - réconciliation nationale, fête nationale ou changement de président de la République, par exemple - que l'on veuille effacer certains faits délictueux ou des condamnations intervenus pendant une période déterminée.

Le Président de la République propose alors à l'Assemblée nationale d'accorder le pardon à un certain nombre de personnes condamnées pour telle ou telle infraction. Certaines infractions peuvent être exclues, comme cela a été le cas en 1988 pour le détournement de deniers publics et le viol et, dans un autre cas, pour la corruption, le détournement de deniers publics et l'enrichissement illicite. La troisième possibilité est l'amnistie, qui ne vise en aucun cas à défendre les fonctionnaires ou agents de l'Etat qui peuvent avoir violé les droits de l'homme. La délégation sénégalaise insistera auprès du gouvernement pour que la loi d'amnistie ne soit pas interprétée de manière à absoudre de tels fonctionnaires. Si des enquêtes sont en cours, elles doivent continuer.

53. Répondant à M. Herndl, M. Fofana dit qu'il ne faut effectivement pas confondre exécution extrajudiciaire et peine de mort. Comment prévenir les exécutions sommaires ? Peut-être en procédant à des enquêtes, comme le préconisent des membres du Comité, et en prenant éventuellement des sanctions.

54. La délégation sénégalaise appuie sans réserve les observations de M. El Shafei concernant le respect des engagements internationaux en ce qui concerne l'amnistie. Elle incitera le gouvernement à ouvrir des enquêtes même en l'absence de plainte.

55. En réponse aux questions de Mlle Chanet, M. Fofana indique que l'amnistie ne préjudicie pas aux droits des tiers (voir par exemple l'article 8 de la loi d'amnistie de 1988). Par ailleurs, il dit n'avoir eu connaissance d'aucun cas de personne qui aurait été indemnisée pour avoir été détenue arbitrairement ou illégalement. Dans un cas, la Cour suprême avait rendu un arrêt dans ce sens, mais M. Fofana pense que cet arrêt n'a pas été exécuté parce qu'une telle indemnisation n'était pas prévue par le droit.

56. M. Sadi a demandé quelles étaient les règles d'application de l'amnistie. Lorsque la loi est promulguée, le Ministère de la justice établit une circulaire d'application qu'il envoie à tous les parquets et qui enjoint de libérer tel groupe de détenus et de purger leur casier judiciaire. Il y a eu entre huit et dix amnisties au Sénégal, celles de 1988 couvrant en partie les événements de Casamance et en partie les événements liés aux élections, et celles de 1991 couvrant exclusivement les événements de Casamance.

57. En ce qui concerne les procédures d'enquête en cas de tortures ou d'exécutions extrajudiciaires, il n'est pas nécessaire qu'une plainte soit formulée pour ouvrir une enquête. Lorsque de tels faits sont portés à la connaissance des autorités, elles peuvent ordonner une enquête. L'article 66 du Code de procédure pénale dispose qu'en cas de découverte d'un cadavre, si la cause de la mort est inconnue ou suspecte, l'officier de police judiciaire qui en est avisé informe immédiatement le Procureur de la République. Celui-ci se rend sans délai sur les lieux accompagné, si nécessaire, de personnes capables d'apprécier la nature ou les circonstances du décès ou y envoie un officier de police judiciaire de son choix. Les personnes mandatées pour l'accompagner prêtent serment de donner leur avis en leur honneur et conscience. Le Procureur de la République peut aussi demander l'ouverture d'une information pour rechercher les causes de la mort. En ce qui concerne les entretiens entre détenus et avocats, dans toutes les prisons sénégalaises, ils se déroulent en privé, dans un local spécial et sans présence de gardiens.

Les lettres envoyées par les détenus sont soumises à la censure mais pas celles qui sont destinées aux avocats. Lorsque le juge d'instruction interdit les communications avec un détenu, cette interdiction concerne toutes les personnes à l'exception de l'avocat, mais ne peut durer plus de dix jours.

58. L'avortement est un délit passible d'une peine de un à cinq ans de détention. On a cependant ajouté au Code pénal un article 305 bis permettant l'utilisation de contraceptifs aux fins de la planification familiale.

59. M. LALLAH demande si l'avortement est autorisé en cas de grossesse consécutive à un viol.

60. M. FOFANA (Sénégal) répond que jusqu'en 1965 le viol était considéré comme un crime. Il a été correctionnalisé dans le Code pénal de 1965, qui énonce des peines très sévères puisque dans certains cas il ne prévoit ni sursis ni circonstances atténuantes. La législation n'autorise pas l'interruption volontaire de grossesse tandis que la jurisprudence l'admet en cas de danger pour la vie de la mère. L'avortement à la suite d'un viol est possible s'il se fait dans la discrétion. Dans le cas contraire, l'auteur de l'avortement peut être puni. Même en dehors des cas de viol, de nombreux avortements sont effectués au Sénégal. Tant qu'un avortement ne donne lieu ni à dénonciation ni à plainte, la loi l'ignore. En cas de plainte, par contre, il y a poursuite.

61. Le PRESIDENT déclare que l'examen des points figurant à la section II de la liste est terminé. Il invite la délégation sénégalaise à répondre aux questions posées à la section III, qui se lit comme suit :

"III. Droit à un procès équitable (art. 14)

a) Veuillez fournir un complément d'information sur les compétences et les activités de la Cour de sûreté de l'Etat, donner des exemples d'affaires dont elle a été saisie, et préciser ses relations avec les juridictions ordinaires. En particulier, est-il possible de faire appel des décisions de cette cour devant les juridictions ordinaires ?

b) Compte tenu de ce qui est dit au paragraphe 58 du rapport, est-il possible de condamner une personne par défaut et, dans l'affirmative, dans quelles circonstances ?"

62. M. FOFANA (Sénégal) dit que la Cour de sûreté de l'Etat est une juridiction qui a été très critiquée tant au plan national qu'au plan international du fait des règles qu'elle appliquait. Elle comprenait un commissaire du gouvernement qui pouvait dessaisir les procureurs. Elle jugeait selon le Code de procédure pénale et utilisait des méthodes draconiennes. C'est elle qui statuait sur ses propres vices de procédure et qui était juge d'appel de son juge d'instruction. Ses décisions ne pouvaient donner lieu ni à appel ni à pourvoi en cassation, la seule issue possible étant de demander l'indulgence du chef de l'Etat. Cette juridiction, qui tranchait nettement avec le processus démocratique engagé au Sénégal, a été supprimée par la loi 92/31 du 4 juin 1992.

63. La deuxième question porte sur la condamnation par défaut. Le principe consiste à donner à toute personne traduite en justice la possibilité de présenter personnellement sa défense et répondre aux questions. Tout un mécanisme a donc été mis en place pour faire comparaître la personne mise en cause.

64. La première formule est la suivante : le parquet envoie au régisseur de la prison un avertissement à prévenu indiquant la date du jugement; le régisseur fait venir le détenu dans son bureau et lui fait signer l'avertissement, qui ensuite est renvoyé au parquet; en outre, le jour de l'audience, le parquet envoie un ordre d'extraction qui est remis aux gardiens et en vertu duquel on va chercher le détenu en prison pour le faire comparaître.

65. La deuxième formule est celle de la simple convocation, qui est généralement utilisée dans la procédure de flagrant délit, lorsque le détenu a été laissé en liberté provisoire.

66. La troisième formule est celle de la citation par huissier, qui est un officier ministériel. Celui-ci se rend chez la personne poursuivie pour lui remettre personnellement et lui faire signer une convocation. En cas d'absence, l'huissier remet la convocation au conjoint ou à un voisin qui la signe et qui sera chargé de la remettre à la personne convoquée.

67. Si, le jour du jugement, la personne ne se présente pas, la position du tribunal variera selon la formule utilisée pour la convocation. Dans le cas où la première formule a été utilisée, le tribunal renverra l'affaire et enverra un nouvel ordre d'extraction. Dans le cas où la deuxième formule a été utilisée, le tribunal ordonnera le recours à la citation par huissier. Dans le cas où la troisième formule a été utilisée, il existe deux possibilités. Si l'huissier a remis la convocation en main propre et l'a fait signer par la personne convoquée, le tribunal rendra une décision de condamnation qui sera le plus souvent suivie dans la pratique par une condamnation, et un mandat d'arrêt sera délivré afin de faire comparaître de force l'intéressé devant le tribunal. Le défaut de présentation est alors réputé "contradictoire" et l'intéressé n'a pas la possibilité de faire opposition pour faire revenir l'affaire devant le tribunal mais peut uniquement faire appel. Lorsque la citation n'a pas été remise en main propre, le tribunal peut renvoyer l'affaire une fois de plus et envoyer une nouvelle citation si la présence de la personne est véritablement nécessaire ou prendre une décision en constatant un "défaut simple" à l'endroit du prévenu et en lui donnant la possibilité de faire opposition en cas de condamnation. L'affaire revient alors devant le même tribunal. En conclusion, le maximum est fait pour que la personne intéressée soit présente lors de son jugement.

La séance est levée à 18 heures.